

**POUR**

## **UN DIALOGUE SOCIAL DE QUALITÉ**

**Depuis des mois, le gouvernement est sourd à toutes propositions, toutes évolutions.**

En réponse à notre approche constructive, le gouvernement répond par le mépris et l'absence de dialogue. Personne, fût-il ministre, ne détient seul la vérité. Au contraire, une société moderne sait bien que le dialogue, l'échange, les négociations permettent d'avancer ensemble.

**Faire des propositions pour une fonction publique modernisée nous y sommes prêts.**

### **En faisant grève le 22 mai, nous disons :**

- **Non à la vision comptable des réformes proposées, sans prise en compte des missions et de la qualité de service public**
- **Non aux mesures qui déstabilisent les principes de neutralité, d'indépendance des agents publics,**
- **Oui à un véritable dialogue social de qualité**

**Les fondements de la Fonction publique sont en danger, toutes et tous mobilisé-e-s pour les défendre.**

**Ces dossiers Fonction publique nous concernent toutes et tous et auront un impact sur nos carrières.**

Je veux avoir régulièrement des informations, c'est ici :  
<http://www.unsa-education.com/spip.php?rubrique111>

« Les chantiers Fonction publique »

J'agis avec l'UNSA :

<http://www.unsa-fp.org/?J-agis-avec-l-UNSA>

Je veux me mobiliser avec l'UNSA, c'est ici :

<http://www.unsa-fp.org/?Avec-l-UNSA-je-mobilise-le-22-mai-2018>



Toutes et tous  
en grève le 22 mai



## **LE SERVICE PUBLIC N'EST PAS UNE CHARGE MAIS UNE CHANCE**

Le rideau petit à petit se lève, les propositions du gouvernement concernant la fonction publique et l'avenir des services publics se précisent.

**Depuis janvier, aucune avancée, aucune évolution positive n'ont été actées par le gouvernement: ni sur le pouvoir d'achat, ni sur les 120 000 suppressions d'emplois en 5 ans, ni pour les chantiers Ressources humaines.**

**Ce projet du gouvernement est idéologique. Il met en danger le service public et le dégradera. Il va impacter nos carrières ou celles des futurs entrants.**





## Le 22 mai, toutes et tous en grève pour envoyer un message clair au gouvernement.

Nous voulons que la Fonction publique de demain reconnaisse, protège et accompagne davantage ses agents.

Nous exigeons que le projet de modernisation garantisse un service public plus efficace, plus performant qui soit toujours plus au service du public sur l'ensemble du territoire.

**Oui** à des évolutions négociées,

**Non** à l'affaiblissement de la Fonction publique !

**POUR**

### LE MAINTIEN DES CHSCT

Le gouvernement veut faire disparaître dans une commission plus large les CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail) qui travaillent sur les risques psychosociaux et les conditions de travail. Difficile alors d'améliorer la qualité de vie au travail, et des agents en souffrance ce sont des agents moins efficaces, moins performants dans l'accueil, le soutien, et le service au public. A l'UNSA nous ne voulons pas affaiblir ces instances comme nous souhaitons renforcer et améliorer le fonctionnement des Commissions Administratives Paritaires (CAP) afin de **garantir le droit d'être représenté et accompagné à chaque agent.** Nous y sommes prêts !

**CONTRE**

### DES SALAIRES COMPLÈTEMENT INDIVIDUALISÉS

L'individualisation complète de la rémunération n'est pas acceptable. L'instauration d'une part accrue de mérite n'est en rien efficace. La rémunération doit permettre à toutes et à tous d'augmenter le pouvoir d'achat, comme l'avait promis par le Président. **Réfléchir et travailler à une meilleure reconnaissance de l'engagement professionnel, nous y sommes prêts !**

**POUR**

### DES GARANTIES STATUTAIRES CONFORTÉES

**Remplacer les fonctionnaires par des contractuels pour l'UNSA c'est non.** Car le statut de fonctionnaire protège les agents des décisions arbitraires dans leur carrière, il leur permet de rendre le service public à l'abri des pressions. **Par contre discuter des modalités de recrutement, de titularisation des contractuels et de leur carrière, nous y sommes prêts !**

**POUR**

### UNE CARRIÈRE ACCOMPAGNÉE

**Nous ne voulons pas de plan de départ volontaire** qui oblige à partir ou qui accompagne les 120 000 suppressions d'emplois. Entrée dans le métier, formation continue, développement professionnel, mobilité, projet d'évolution professionnelle sont de véritables sujets. **Entamer de vraies négociations concernant l'accompagnement de la carrière des collègues, nous y sommes prêts !**

Président du ?  
pouvoir d'achat ?

Pas pour les !  
agents publics !

